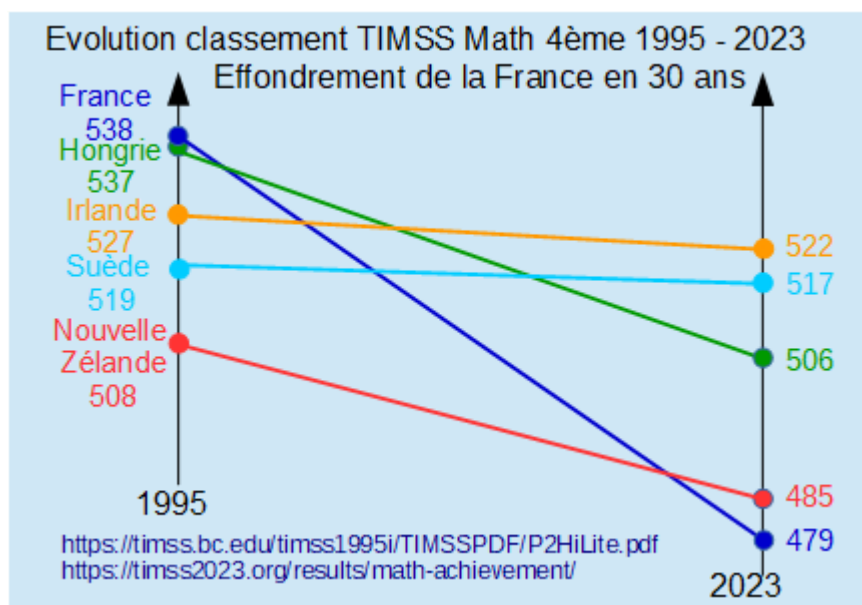


Comme pour Notre Dame de Paris, reconstruite par des artisans spécialistes, c'est aux professeurs ayant le savoir-faire requis qu'il faut confier la restauration de l'enseignement public français

Si la restauration de Notre Dame de Paris a été possible et réalisée c'est parce que la France disposait de spécialistes ayant les compétences requises, et que c'est à eux qu'a été confiée cette restauration. Comme l'illustre notamment l'étude internationale TIMSS sur les presque 20 dernières années (voir ci-dessous), le niveau des élèves français en mathématiques (notamment) s'est lui aussi effondré. Mais à la différence de Notre Dame de Paris, cet effondrement n'est pas dû à une flambée inattendue se propageant rapidement, mais à une lente combustion voulue et mise en œuvre par les pouvoirs publics pendant plusieurs décennies, ayant pour carburant une volonté de prolonger outre mesure la scolarité des élèves dans l'enseignement général, au coût budgétaire le plus bas, pour servir le projet d'une France en voie de désindustrialisation, cédant la place à une société de services (1). Les gouvernements successifs de tous bords ont entrepris une baisse du volume horaire des matières fondamentales au fil des réformes successives (2). L'administration a confié sans contrôle sérieux aux spécialistes des « sciences de l'éducation » la réduction des exigences disciplinaires au travers d'activités pédagogiques prétendument nouvelles et disruptives imposées aux professeurs qui voyaient fondre leur liberté pédagogique (3). Ces derniers ont donc été dépossédés de leur expertise professionnelle en devenant de simples exécutants de méthodes officielles d'éducation. Des chefs d'établissements scolaires jusqu'aux élèves, leurs parents et sur les réseaux dits sociaux, tout le monde se pique de pédagogie et pose ses exigences aux professeurs sur la nature de ce qu'il faut enseigner, comment l'enseigner et le noter, parfois violemment (4).

Il faut aussi ajouter à cette entreprise de destruction à petit feu de l'excellence de l'école française la complicité active ou passive de certains syndicats, eux-mêmes noyautés par les scientifiques de l'éducation, préférant le terme d' « enseignant » voire d'« éducateur » à celui de professeur, dernière étape avant celui d'animateur socio-culturel. Chacun peut mesurer aujourd'hui à quel point est tombée l'estime de cette profession dans la société française et les difficultés persistantes de recrutement qui en résulte (5).

Avant d'en arriver à la substitution massive des professeurs par des écrans ou des androïdes dopés à l'intelligence artificielle (6), nous pensons que la restauration d'un enseignement français de qualité est encore possible grâce aux professeurs et anciens professeurs (certains inspecteurs généraux), qui disposent encore du savoir faire requis. Mais c'est à eux qu'il faut confier cette restauration pour faire bénéficier les élèves de leur savoir faire au lieu de les assujettir et non aux derniers gourous du pédagogisme à la mode. Ils doivent également recouvrer une pleine et entière liberté pédagogique, en véritables « maîtres » et ne pas rester sous la coupe administrative de petits et grands chefs. Certes, il faudra y consacrer des moyens sur la durée, et chasser de l'école les « **querelles des hommes** » qui n'auraient jamais dû y pénétrer (7), qu'elles soient politiques, religieuses ou sociétales. Mais c'est à ce prix que ce métier retrouvera son prestige, son attractivité, et surtout sa raison d'être.



(1) Cf. notamment le concept d'« entreprises sans usines » popularisé en France par le dirigeant d'entreprise Serge Tchuruk <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-entreprise-sans-usines-serge-tchuruk-ou-le-symbole-de-la-desindustrialisation-20240813>

(2) Baisse de 522 heures sur toute la scolarité obligatoire (école primaire et collège) depuis 1968 <https://www.vousnousils.fr/2022/11/09/orthographe-moins-520-heures-de-francais-en-40-ans-665349>

(3) La création des IUFM en 1990 a marqué le début de mainmise des « sciences de l'éducation » sur l'Ecole. Ces instituts et leurs avatars successifs (INSPE, ESPE...), dont les travers ont été maintes fois dénoncés depuis plus de 30 ans, n'ont rien changé dans leur fond de commerce idéologique et leurs méthodes.

(4) En n'hésitant pas à les dénoncer sur ces même réseaux sociaux ou les agresser physiquement jusque dans leur classe ou hors établissement.

(5) https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/2024-ns-servir-decembre_0.pdf

(6) Le risque est d'autant plus grand que la Cour des compte révèle dans un rapport que le ministère de l'Éducation Nationale n'a pris aucune mesure pour remplacer les 300 000 professeurs qui vont partir en retraite d'ici à 2030 et nous savons que le recrutement de contractuels ne comblera pas les besoins.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-11/20241126-S2024-1347-Allongement-vie-professionnelle-agents-dans-fonction-publique-Etat-veillissante.pdf> (page 31).

Cette perspective de remplacement fait saliver les cabinets de conseils et les géants de l'internet toujours avides de profits et de nouveaux marchés.

(7) Jean Zay (ancien ministre de l'éducation nationale du Front populaire) : « **les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas** », cf. notamment <https://www.guichetdusavoir.org/viewtopic.php?f=2&t=58007> et <http://www.le-sages.org/pages/pose-preamb.html>)

Source des données TIMSS :

<https://timss.bc.edu/timss1995i/TIMSSPDF/P2HiLite.pdf>
<https://timss2023.org/results/math-achievement/>



<https://le-sages.org>